

GROUPE DE PERFECTIONNEMENT SYSTEMIQUE

Les Interventions Systémiques Coopératives : Les règles de l'échange

Le marché : ses dérives

S'il est concevable qu'une chose produite ait un prix, la logique du marché est de transformer en produits des choses qui en réalité ne sont pas le résultat d'une production : la monnaie, les travailleurs eux-mêmes, la nature (la terre).

La monnaie n'est que le symbole d'une valeur.

Les personnes ne sont pas des marchandises, même si leur compétence peut avoir un prix. La vie étant une chose dont il existe plus de 6 milliards d'exemplaires, son prix est quasiment nul sur le marché, même si la vie en elle-même a de la valeur.

La nature (la terre) ne peut être considérée comme un produit inerte et disponible en quantité illimitée, pur objet de commerce. En effet, elle est le contexte nécessaire à notre survie même, et elle-même vivante.

La valeur monétaire étant la valeur d'un objet, les personnes étant assimilées à des objets, il est tentant de considérer chacun en fonction de la richesse qu'il aura pu accumuler, et donc de classer les hommes par leurs fortunes.

La concurrence posée au centre du dispositif renforce les antagonismes et la compétition entre les personnes. Le marché invite ainsi à voir en l'autre un rival davantage qu'un partenaire et renforce l'individualisme (rebaptisé « autonomie »). Il privilégie l'avoir à l'être qu'il ne sait pas mesurer. Les personnes elles-mêmes deviennent des marchandises (cf. l'esclavage ou les politiques salariales).

Les fondamentaux du marché financiarisé autorégulateur ne sont pas dénués de contradictions :

Une production infinie, et l'abondance supposée en découler, repose sur le postulat d'un monde lui-même infini, aux ressources illimitées. Aujourd'hui l'oubli de cet élément dans la vision ultralibérale atteint ses limites, même avec sa tentative de récupération par la création de nouveaux marchés à développer, ceux du recyclage et du « développement durable ».

Autre constat paradoxal, l'abondance, censée profiter à tous, dans un marché mondialisé augmente de fait les écarts entre riches et pauvres. Les plus riches accélèrent leur enrichissement, et les pauvres se paupérisent davantage ! Les écarts se creusent.

De même les lois anti-monopoles qui doivent permettre une concurrence réelle, se révèlent inefficaces face à des ententes illicites et surtout face à l'hégémonie d'un concurrent qui supprime de fait tous ses rivaux. Plus il est puissant, plus il se retrouve dans une situation de monopole de fait, dont la forme la plus subtile est celle du duopole (fausse concurrence entre deux entités jumelles). Concurrence d'autant plus faussée que les mêmes actionnaires peuvent investir dans plusieurs entreprises et donc en retirer des bénéfices quel que soit l'acte d'achat.

Marchandisation des corps et des personnes, disparition des limites et des frontières, mépris des appartenances culturelles, sont autant de facteurs d'insécurité et de violence potentielle.

Au bout du compte, la dictature de la loi du marché (l'ultralibéralisme et l'hyper-financiarisation) détruit la liberté même qu'elle promet et dont elle a besoin. Il est donc nécessaire que quelque chose d'extérieur à la loi du marché viennent la contenir.

Rappelons qu'il a existé d'autres organisations sociales que celle fondée sur le marché qui ne s'est développée qu'à partir du XIX^e siècle (production de masse grâce à l'industrialisation et le machinisme)